



HAL
open science

Bilan et orientation de la recherche archéologique 2020 Résultats significatifs à La Réunion, à Mayotte et dans les TAAF

Virginie Motte, Jonhattan Vidal

► **To cite this version:**

Virginie Motte, Jonhattan Vidal. Bilan et orientation de la recherche archéologique 2020 Résultats significatifs à La Réunion, à Mayotte et dans les TAAF. *Archéologie de la France - Informations*, 2022. hal-04514074

HAL Id: hal-04514074

<https://hal.science/hal-04514074v1>

Submitted on 4 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

LA RÉUNION

Bilan et orientation de la recherche archéologique 2020

BILAN SCIENTIFIQUE

2020

En 2020, plus de 600 dossiers d'aménagement ont été examinés par le SRA. Dix diagnostics ont été prescrits dans le domaine de l'archéologie préventive de même qu'un arrêté de modification de la consistance d'un projet d'aménagement. Dans le champ de la recherche programmée, deux opérations ont été autorisées. Durant cette même année, en dépit de la crise sanitaire, un nombre important et encore jamais atteint de 17 opérations conduites sur le terrain marque une année riche de recherches archéologiques : 13 diagnostics, deux fouilles préventives et deux fouilles programmées ont été réalisés. Pour donner le contexte, depuis sa création en 2010, le service a autorisé ou prescrit 107 opérations sur l'île : 43 dans le champ du programmé, 64 dans le champ du préventif dont 23 restent à réaliser début 2021.

Les opérations préventives réalisées en 2020 permettent d'apporter de nouvelles données sur plusieurs thématiques de l'occupation des Bas de La Réunion.

Concernant les sujets urbains et maritimes, dans la prolongation des découvertes majeures de 2019, la phase 2 du diagnostic relatif au projet NEO accroît encore notre connaissance de la sensibilité archéologique du front de mer de Saint-Denis. Place Sarda Garriga, les aménagements de l'ancien port, en très bon état de conservation, ont pu être étudiés : murs du bassin, plate-forme portuaire, rampes, chaussée du quai et bâtiment du mât de Pavillon. Dans le parc du Barchois, la digue orientale de clôture du port et un imposant égout de la première moitié du XIX^e siècle ont été observés. Une série de sondages a permis de restituer le profil de l'estran antérieur aux travaux de remblaiement réalisés entre 1808 et 1842. L'ancien chemin de Sainte-Suzanne, qui apparaît sur plusieurs plans dès le XVIII^e siècle, a été plusieurs fois recoupé par les sondages. Ceux-ci ont également révélé des aménagements industriels et artisanaux à la périphérie de la ville. Enfin, en résonance avec les documents d'archives, le secteur entre l'ancienne gare et le cimetière militaire, révèle la présence de dunes de sable du début du XIX^e siècle et le sol du jardin d'une

des maisons de la fin du XIX^e siècle. Les autres traces d'occupation semblent avoir disparu au cours des travaux routiers des années 1970-1980.

D'autres opérations en milieu urbain sur des surfaces plus petites complètent les données sur ce thème. C'est le cas à Saint-Denis pour le projet Case Bleue rue de la caserne où les murs de clôture semblent garder le souvenir des transformations du XIX^e siècle, une attribution chronologique confirmée par les lots de mobiliers découverts. À Saint-Paul, 17 rue De Gaulle, l'opération a mis au jour des vestiges attribués essentiellement au XVIII^e siècle : un puits et deux creusements, dont un profond trou de poteau. Ils correspondent sans doute à une grande propriété majoritairement située hors emprise visible sur le plan de 1806. L'enseignement essentiel de cette opération est la découverte, dans deux des cinq sondages, d'un sol non aménagé représenté par un niveau de sable induré, riche en mobilier, enfoui à 60-70 cm de profondeur et recouvert par une couche de sable littoral remanié. La provenance de cet apport est due à un événement climatique majeur de type cyclone ou à un tsunami. Si la bibliographie nous renseigne sur un tel événement avec le tsunami de 1883, celui-ci est trop tardif par rapport à la datation du sol découvert. Toujours à Saint-Paul, quelques diagnostics rues de Paris et Saint-Louis, nous renseignent sur la stratification et l'origine des encaissements des niveaux archéologiques dans ce secteur.

Enfin, après les marines étudiées à Saint-Denis (Butor en 2017 et place Charles de Gaulle en 2019), sur le front de mer de Saint-Benoît, le terrain de football de « Plateau vert » a révélé des structures maçonnées. L'exploitation de la documentation ancienne permet de formuler l'hypothèse qu'il s'agisse des vestiges de l'entrepôt d'une marine, fondée probablement dès 1846 ou 1848, dont le ponton aurait été emporté par le cyclone de 1848.

Deuxième opération d'archéologie ferroviaire, à l'échelle nationale, le diagnostic du front de Mer de Saint-Benoît a permis d'aborder pour la première fois les vestiges du chemin de fer, inauguré en 1882 et définitivement abandonné en 1976. Conduite

avec une approche globale, intégrant dès la phase terrain la collecte des données iconographiques et archivistiques, l'opération a été menée en étroite collaboration avec l'association Ti Train. Ces éléments ont permis de confronter sources et données de terrain, jusqu'à obtenir une restitution d'un ensemble cohérent de cette gare du km 0. Le sujet a également été abordé à l'occasion du diagnostic sur le front de mer de Saint-Denis.

Le patrimoine funéraire est abordé à Saint-Denis, caserne Lambert, où les sondages ont mis au jour des remblais originaires du démantèlement probable du « cimetière des Blancs », localisé en pied de falaise, majoritairement sous les actuels bâtiments du RSMA. Ces remblais ont livré 26 restes humains épars, ainsi que des stèles funéraires.

Concernant le patrimoine militaire, si la batterie royale de Saint-Denis n'a pas laissé de vestiges, il n'en va pas de même pour la batterie Rouillé, pour laquelle deux sondages ont révélé la base des murs retenant les remblais de galets qui la constituaient. Toujours à Saint-Denis, une première étude du bâti à La Réunion a été conduite sur la redoute, propriété du ministère des Armées, dans le cadre de sa restauration. Édifiée en 1756, la redoute appartenait à un ensemble défensif aménagé aux portes de Saint-Denis et devait permettre de sécuriser la communication entre les quartiers de Saint-Denis et Saint-Paul. Le bâtiment a été utilisé comme prison au moins dès 1768 ainsi que comme poste de garde, et a servi de poudrière avant même la décision de transformer le site en magasin à poudre à partir de 1869. Cette étude s'est traduite par la réalisation d'un levé tridimensionnel du site et d'un modèle numérique 3D. L'analyse stratigraphique des parements a été complétée par l'étude des mortiers prélevés à l'intérieur de la redoute et par un inventaire des graffitis de l'intérieur et de l'extérieur du monument. Le travail extrêmement rigoureux, parfaitement maîtrisé a permis d'établir un phasage chrono-constructif des élévations et à déterminer les périodes d'installation et de modification des éléments d'architecture identifiés. Les résultats de cette opération archéologique constituent une riche documentation pour la conservation par l'étude des données avant restauration.

Les occupations rurales et agricoles ont été illustrées par les opérations conduites à Bernica, Saint-Paul. Plusieurs chemins parcourent les 14 hectares de l'emprise, dont le chemin de Bernica, ancienne route pavée des hauts. Les vestiges de cette route décidée par le gouverneur Antoine Desforges-Boucher, construite à partir de 1719 et achevée en 1793, font probablement partie des plus anciens ouvrages visibles à La Réunion. Des vestiges construits ont été également reconnus. Les résultats de cette opération complètent les rares données disponibles sur l'organisation de ces terroirs aux XVIII^e et XIX^e siècles destinés à une agriculture vivrière des mi-pentes. Ils reflètent une activité encore peu étudiée à La Réunion, tant par les historiens que par les archéologues. Des fenêtres d'étude ont pu être ouvertes à l'occasion de diagnostics préventifs, à Saint-Paul et à Saint-Leu et d'opérations programmées. Chacune de ces études a permis la mise au jour de structures agraires organisées, liées ou non à un habitat.

Les opérations de 2020 ont apporté bon nombre de données nouvelles sur **le patrimoine industriel** de La Réunion. À Saint-Philippe, la fouille préalable à l'aménagement du site du puits des Anglais correspond à l'emplacement du camp des travailleurs de l'usine du Baril, construite en 1861 et aujourd'hui en ruine. Les structures observées appartiennent aux fondations de constructions. Quelques foyers semblent marquer l'emplacement de cuisines, vraisemblablement en extérieur des maisons. Le camp de travailleurs n'est pas qu'un espace de vie, il est aussi un lieu d'activités et une activité de forge est également reconnue. Cette fouille est une première sur les camps de travailleurs à La Réunion et s'insère dans une problématique plus large sur les quartiers serviles. Les conditions de vie des engagés sont essentiellement connues au travers des archives et l'engagisme reste largement méconnu. Il s'agit pourtant d'un pan important de l'histoire de La Réunion.

Dans le domaine de l'archéologie programmée, deux opérations ont marqué cette année 2020. Pour les Hauts, ont été menées les premières prospections dans le cadre d'un programme de recherche qui vise

à exploiter les données de plusieurs relevés LiDAR, réalisés à l'initiative de la DAC et de la Région. Cette exploitation consiste à analyser les relevés, réaliser des missions de terrain et confronter les sources. Une première phase de ces recherches, intitulée « anthropisation du cirque de Mafate » est en cours avec une campagne de prospections pédestres sur 2020 et 2021. Plusieurs secteurs dans lesquels le relevé au laser détecte des vestiges ont ainsi pu être explorés. Les observations menées sur des sites aujourd'hui abandonnés permettent de constater que l'anthropisation du cirque au XIX^e siècle a été suffisamment importante pour que chaque lieu de topographie relativement favorable – même devenu presque inaccessible- ait été aménagé.

L'étude globale, historique, archéologique et archéobotanique, de la colonie pénitentiaire agricole pour enfants de l'Îlet à Guillaume à Saint-Denis, confiée par le Département de La Réunion à l'Inrap, a été une opération phare pour 2020 à la fois dans l'aspect hors-norme de son exécution, sa dimension pluridisciplinaire et pour le sujet étudié. L'étude historique place la colonie qui a existé de 1864 à 1879 dans le contexte de la justice des mineurs au XIX^e siècle, tant en France métropolitaine qu'à La Réunion. Menée de front, l'étude de terrain a consisté à analyser les vestiges de maçonneries et tenter de déterminer les fonctions de chacun des espaces construits. La cartographie fine du plateau, obtenue par un relevé LiDAR en 2019, a été précisée et commentée par un travail mêlant topographie et photogrammétrie. Les résultats de ces premiers travaux ont donc servi de canevas pour l'analyse des 2km linéaires d'élévations. Dans le même temps, l'étude archéobotanique a tenté de restituer la part de l'aménagement paysager et agricole contemporaine du pénitencier et de la différencier des tentatives de domestication de ce milieu particulier antérieures et postérieures. Cette étude est l'appui indispensable à l'interprétation la plus complète de l'histoire du pénitencier, de sa création à son abandon, en passant par l'évolution de ses constructions et l'interprétation des différents espaces. Les résultats de cette opération seront un atout pour le projet de valorisation porté par le Département.

La politique de gestion des biens archéologiques mobiliers est restée très active en 2020 avec la pérennisation de la gestion des données scientifiques de l'archéologie par l'Inrap, la signature de conventions de gestion avec le DRASSM et les TAAF et le projet de création d'un CCE à La Réunion. Le centre de stockage des biens archéologiques de La Réunion (Parc de la

Providence, Saint-Denis) étant à saturation, la DAC Réunion travaille en effet désormais à l'affectation d'un lieu approprié aux missions d'un véritable centre de conservation et d'étude des données scientifiques de l'archéologie, avec des dimensions adaptées à la dynamique de progression de la discipline et d'accroissement des données. La mutualisation de moyens autour de la conservation préventive dotera notre région ultramarine éloignée d'un équipement unique de référence pour les chercheurs. Trois sites ont été retenus par la DAC Réunion et ont fait l'objet d'une étude de faisabilité. Cette étude, réalisée en 2020-2021 par l'entreprise ABCD, a permis de faire un état des lieux et de définir des besoins. Une étude de programmation est prévue en 2021.

Dans le domaine de **l'éducation aux médias et à l'information**, était initié en 2019 un projet d'éducation aux médias et à l'information avec une classe de CM2 de l'école de La Possession. Ce projet était relatif aux résultats de l'opération archéobotanique de la paléoforêt de la rivière des Galets, laquelle avait été conduite par la DAC, le Muséum, le PNRUN et l'ONF en 2013. Ce dernier a vu l'aboutissement en 2020 d'un site web qui permet à tous de découvrir la paléoforêt de manière ludique tout en se sensibilisant à la construction de l'information scientifique.

Sur le plan de **l'enseignement** à l'université de La Réunion, l'unité d'enseignement libre assurée depuis 2013 par les agents du SRA et divers intervenants de l'Inrap, est devenue en 2020 une unité d'enseignement ouverte dispensant 20h de cours pour une trentaine d'étudiants en Licence, issus de différentes formations. La rentrée 2020 a permis la mise en place d'une unité d'enseignement en archéologie proposée aux étudiants de la troisième année de Licence d'Histoire : 40h de cours sont divisés entre cours magistraux et travaux dirigés assurés par les agents du SRA.

Pour diffuser l'information au grand public, **de nombreuses actions de valorisation** ont été conduites en 2020. Les journées européennes de l'archéologie, en juin, ont constitué l'occasion de proposer, pour cette année de fortes contraintes en raison de la pandémie, une offre numérique permettant au public d'accéder à de nombreux supports valorisant la recherche archéologique des dernières années sur l'île. Vidéos et podcast traitant de nombreuses thématiques, visites virtuelles de sites et ressources documentaires à télécharger étaient disponibles en ligne. Pour la troisième année consécutive, le SRA et l'Inrap ont

participé à la Nuit européenne des chercheurs, organisée par l'Université de La Réunion. Discussion en tête-à-tête, images mystères, les archéologues ont révélé au public les secrets du labo. Le 19 septembre, une journée portes-ouvertes sur le site du Puits des Anglais fut organisée par la mairie de Saint-Philippe, en partenariat avec la DAC et l'Inrap. Animations devant les vestiges de l'usine du Baril et visites du chantier en cours de fouille par les archéologues ont accueilli un public familial. Enfin, depuis 2020, les lecteurs peuvent retrouver toutes les notices scientifiques des opérations archéologiques conduites à La Réunion, à Mayotte et dans les TAAF dans AdIFI (<https://journals.openedition.org/adlfi/37946>). Coéditée par le ministère de la Culture et l'INSHS du CNRS, Archéologie de la France – Informations (AdIFI) est une revue numérique d'archéologie constitutive du pôle de revues Gallia. Elle publie en flux continu des notices scientifiques sur toutes les opérations archéologiques menées en France, de la Préhistoire à l'époque contemporaine.

Pour **Mayotte**, l'année 2020 est marquée par la reprise des opérations préventives. Si après la fouille de Ouangani, Carrefour de Chiconi, en 2014 et le diagnostic de la Mosquée de Tsingoni en 2016, les années 2017 à 2019 n'ont pas permis de réaliser des opérations préventives. Le travail de prescription, lui, n'a pas faibli et offrait six diagnostics supplémentaires à réaliser en 2020, parfois sur de grandes emprises (Mamoudzou 32 ha, Bandrélé 24 ha). Deux opérations de diagnostic, Longoni et Dembeni étaient programmées fin 2020 et une équipe Inrap a fait le déplacement à Mayotte. Si pour des raisons d'impréparation de la part des aménageurs ces deux opérations n'ont pu être conduites, ces disconvenues ont profité à une troisième opération à Dzaoudzi, Place de France, qui a pu être réalisée grâce à la réactivité de la mairie et de l'Inrap. Les résultats archéologiques de cette opération ont été très positifs, avec des vestiges archéologiques qui apparaissent dès 15-20 cm sous la surface par endroits et jusqu'à des profondeurs conséquentes, au-delà de 5 m. Sous cette place, sont conservés les témoignages matériels (structures bâties, sépultures, aménagements de terrain) de plusieurs siècles de l'histoire de Dzaoudzi. Ils sont relatifs à des occupations successives qui remontent au moins jusqu'au XIII^e siècle.

Dans les Terres australes et antarctiques françaises, en cette année 2020 aux missions de terrain limitées, le protocole de collecte des observations opportunistes a néanmoins poursuivi ses effets pour alimenter la cartographie des vestiges des

terres australes. Différents sites ont fait l'objet d'un recensement en bonne et due forme dans les trois districts. On retiendra parmi eux l'identification d'un campement des naufragés du *Meridian* (1853) sur l'île d'Amsterdam grâce à un épandage mobilier significatif.

Une mission de Marie Grima, conservatrice restauratrice spécialiste du métal a été menée pendant l'été austral 2020-21. Celle-ci a permis de réaliser un diagnostic corrosion et d'étudier les possibilités de restauration pour les sites majeurs que sont Port-Jeanne-d'Arc et Port-Couvreux. Un état sanitaire des biens archéologiques stockés sur base au CER (ancien centre d'émissions radio à Port-aux-Français) a également été conduit dans cette mission.

Enfin, cette année a été l'occasion d'expérimenter les premières journées européennes de l'archéologie en version numérique. Une collection de modèles 3D des TAAF a été mise en ligne par le service pour donner à voir au plus grand nombre ces patrimoines du bout du monde.

Virginie MOTTE

Conservatrice régionale de l'archéologie

Jonhattan VIDAL

Adjoint à la conservatrice régionale de l'archéologie